

TD de Droit Civil

Séance N°4: Dissertation.

OBSERVATIONS:

---

---

## **Convention de Vienne: intérêt, utilité, limites.**

*« La Convention de Vienne a souvent été présentée [...]comme la réalisation la plus réussie de l'uniformisation du droit du commerce international. »*

Comme nous le rappelle Claude Witz dans « Droit uniforme de la vente internationale de marchandises » ( in Recueil Dalloz 2007 p.(530) ), la Convention de Vienne sur la Vente Internationale de Marchandises (CVIM), conclue le 11 Avril 1980 et entrée en vigueur en France le 1er Janvier 1988, est une oeuvre juridique considérable ( divisée en quatre parties, portant sur son champ d'application, la formation du contrat, les effets de la vente entre les parties, et des dispositions finales ), qui a permis d'offrir des règles uniformes à la vente internationale de marchandises. La Convention de Vienne est le fruit d'un long travail d'unification et son objectif principal est de fournir aux opérateurs du commerce international un cadre juridique unifié pour un contrat à forte influence économique: la vente.

La Convention de Vienne n'est pas une convention d'application marginale. En effet, elle a été adoptée très rapidement par de très nombreux Etats, parmi lesquels les Etats-Unis, l'Allemagne, la France ou bien encore la Chine. Ainsi, elle est applicable dans la quasi-totalité des plus grandes puissances économiques mondiales et représente même dans notre pays, le droit commun applicable en matière de vente internationale de marchandises.

Cette convention présente donc *un intérêt* certain, c'est-à-dire un apport, une nouveauté dans notre droit interne, puisqu'elle vient refonder le droit de la vente internationale, pour devenir notre

droit commun. De même, elle s'avère *utile* dans la mesure où elle a eu vocation, dès sa création à être fortement utilisée dès lors qu'elle était acceptée par les Etats et que le développement économique soutenu de ces 30 dernières années permettait l'accentuation des échanges internationaux. Ainsi, c'est une convention très usitée, et qui se fait le témoin d'un besoin pratique, quant à la simplification des relations juridiques dans le cadre des échanges.

Cela étant, la convention n'est pas un outil parfait, c'est un outil qui a ses failles, et qui est donc *limité*. En effet, on peut lui reprocher son aspect très circonscrit, les restrictions qu'elle s'impose d'elle-même, ou bien encore tous les problèmes relatifs à la coordination de celle-ci avec les droits internes et à son champ d'application.

A ce sujet, il faut préciser que les Etats contractants ont en effet accepté de consacrer la coexistence de deux corps de règles parallèles concernant le droit de la vente, à savoir le droit de la vente internationale et le droit de la vente interne, par le biais de la ratification. Or, la convention régit exclusivement la formation du contrat de vente et les droits et obligations qu'un tel contrat fait naître entre le vendeur et l'acheteur. La convention élimine expressément de son objet les questions relatives à la validité du contrat et aux effets que ce dernier entraîne sur la propriété des marchandises vendues. Dès lors, on perçoit bien que les Juges nationaux peuvent avoir quelques difficultés à appliquer une convention qui ne régit pas dans sa totalité l'ensemble du processus contractuel. Ainsi, nous verrons ce qu'il en est pour le Juge français. Il sera plus généralement fait l'étude des différentes difficultés posées par l'application de la convention en droit interne.

Nous l'avons dit, le besoin d'une telle convention est né avec l'essor des échanges économiques internationaux, et encore davantage avec le phénomène de la globalisation des relations commerciales. En effet, quiconque, grâce aux différentes technologies peut désormais être amené à conclure un contrat de vente à l'autre bout de la Terre, que cela soit pour des raisons professionnelles ou bien personnelles. Dès lors, il apparaissait fondamental de mettre en place un système de règles uniforme qui viendrait protéger les parties contractantes dans le cadre du contrat de vente. C'est ce que révèle la lecture du Préambule de la CVIM: **« Les Etats parties à la présente Convention ayant présent à l'esprit les objectifs généraux inscrits dans les résolutions relatives à l'instauration d'un nouvel ordre économique international [...]. Considérant que le développement du commerce international sur la base de l'égalité et des avantages mutuels est un élément important dans la promotion de relations amicales entre les Etats. Estimant que l'adoption de règles uniformes applicables aux contrats de vente internationale de marchandises et compatibles avec les différents systèmes sociaux, économiques et juridiques contribuera à l'élimination des obstacles juridiques aux échanges internationaux et favorisera le développement du commerce international »**. Cependant, pour répondre à ces intérêts politiques, juridiques, économiques et commerciaux, une telle entreprise ne fût pas chose évidente, dans la mesure où notre Droit qui provient directement de l'héritage romain, n'est pas similaire par exemple, au Droit très pragmatique des anglo-saxons, qui irrigue en substance la CVIM, comme nous le constaterons.

De fait, nous imaginons bien que chacun des rédacteurs de la convention a dû se soumettre à quelques sacrifices afin de gommer ça et là les différences entre les Droits nationaux. Finalement, nous avons retiré de ce travail une convention qui pioche dans de multiples courants juridiques nationaux, mais qui s'illustre par son aspect synthétique. Cela étant, il est tout aussi vrai, que la Cour de Cassation, en France, continue de travailler d'arrache-pieds pour assurer à cette convention la meilleure application qui soit, notamment en vérifiant ce qu'il en est dans les autres Etats ratificateurs. C'est donc un travail de longue haleine qui se poursuit aujourd'hui, puisque la convention est un outil complexe, parfois difficile à faire coïncider avec le droit interne et même, parfois difficile à appliquer tout simplement. Pourtant, de l'application de cette convention découlent la simplification des relations juridiques internationales et la bonne santé du commerce international. L'intérêt est certes économique, mais l'on peut imaginer qu'un franc succès en la

matière pourrait encourager la volonté de nos hommes politiques à oeuvrer dans le sens d'une simplification des relations juridiques internationales, en général, et non pas dans le seul cadre de la vente de marchandises.

Mais, pour l'heure, il nous est quand même permis de vérifier que cette convention n'offre pas un cadre idéal pour contracter, et qu'elle présente de nombreuses zones d'ombres, que la doctrine s'efforce de réduire. A travers l'étude de la Jurisprudence française, nous observons que de nombreux auteurs incitent fortement le Juge national à se montrer de plus en plus audacieux face à la convention afin d'en faciliter l'intégration dans le droit positif français. Pour autant, les problèmes auxquels ils font face ne permettent pas d'envisager une telle solution, alors même que la convention constitue bien le droit commun en matière de vente internationale de marchandises. Devant ce paradoxe, pouvons-nous dire que la Convention de Vienne n'est pas un outil parfait, mais plutôt un outil complexe et qui de fait, se soumet à de nombreuses critiques? Ne présente-t-elle pas des limites qui viennent porter atteinte à son statut de droit commun de la vente internationale de marchandises?

Depuis maintenant 20 ans que la Convention est entrée officiellement en vigueur en Droit interne, il apparaît que celle-ci n'a pas su résoudre les problèmes qu'elle posait déjà à l'époque. Ainsi, depuis tous temps, nous lui reprochons d'être trop complexe dans la détermination de son champ d'application et incompatible dans certains cas avec le droit positif interne, tout en se restreignant à certaines étapes du contrat de vente.

Voyons donc, plus exactement que la Convention est un outil d'une grande complexité quant à la détermination de son champ d'application (I) et qu'elle est un outil restreint porteur de notions incompatibles avec le droit interne (II).

## **I/ Un outil d'une grande complexité quant à la détermination de son champ d'application.**

La CVIM est un outil complexe dans la mesure où il faut vérifier, avant de l'appliquer, plusieurs conditions. En effet, nous allons vérifier que les règles d'application de la CVIM liées à la détermination du champ d'application territorial présentent une certaine difficulté(A). De même, sont toutes aussi complexes, les règles propres à la détermination du champ d'application matériel (B).

### **A) La complexité liée à la détermination du champ d'application territorial.**

Avant de qualifier l'opération de « vente » au sens de la convention, il faut s'assurer qu'elle soit « internationale ». La convention subordonne son application à la condition que les parties soient établies ou qu'elles aient leurs résidences dans des Etats contractants différents = c'est l'internationalité. En revanche, nous n'accordons pas un véritable souci à la nationalité des parties, ni au lieu de conclusion ou d'exécution du contrat. De ce point de vue, les rédacteurs ont fait le choix de la simplification. Finalement, retenons que la CVIM dans son article 1, pose deux critères non-cumulatifs de compétence: il est demandé que les parties soient établies dans des Etats différents (1) ou que « les règles du droit international privé mènent à l'application de la loi d'un Etat contractant » (2).

#### **1] Des parties établies dans des Etats membres différents.**

Afin de permettre une application directe des règles de la CVIM les rédacteurs ont choisi d'utiliser la notion d'établissement. Mais cette notion n'est pas définie par la convention, et cela pose de nombreuses difficultés pratiques.

Comme nous n'avons aucune définition de la notion, la doctrine a considéré qu'il faut s'en remettre au lieu où les parties poursuivent leurs affaires, pourvu que ce lieu ait une certaine permanence. Ainsi les auteurs considèrent que ne constituent pas des établissements au sens de la convention les lieux de foire, les chambres d'hôtel, les bureaux d'exposition. Quand il s'agit de personnes morales, le siège visé doit présenter un lien réel et non fictif avec la personne contractante.

Cependant la détermination de l'établissement est beaucoup plus délicate, lorsqu'il s'agit des ventes conclues par l'intermédiaire d'un succursale ou d'un représentant. Dans le cas où l'un des contractants ignore la localisation de l'établissement de son cocontractant au sein d'un autre Etat, l'on s'accorde à considérer qu'il faut rechercher l'établissement qui dispose d'un pouvoir autonome dans le déroulement du contrat. Cela étant, l'autonomie fait encore débat, puisque l'on ne sait guère s'il s'agit d'une autonomie dans le fait de choisir de contracter ou non, ou bien d'une autonomie dans les négociations. Considérons dès lors, qu'il faut identifier l'établissement qui est véritablement impliqué dans la relation contractuelle.

Des difficultés existent aussi lorsque l'on identifie des pluralités d'établissement. Lorsqu'une partie possède plus d'un établissement, l'établissement à prendre en considération pour l'application de la convention est celui « qui a la relation la plus étroite avec le contrat et son exécution eu égard aux circonstances connues des parties ou envisagées par elles à un moment quelconque avant la conclusion ou lors de la conclusion du contrat ». L'article 10 a) de la convention indique que l'établissement finalement retenu résulte d'une analyse concrète des relations contractuelles en cause. La recherche du lien le plus étroit sera fonction des éléments objectifs et subjectifs entourant la conclusion du contrat ou l'exécution des obligations des parties à conditions qu'elles soient connues par celles-ci avant ou pendant l'exécution du contrat. Tous ces cas de figures forment un ensemble de règles opaque et instable, éloigné de la pratique contractuelle.

Cela dit, la CVIM peut continuer à régir le contrat de vente même lorsque les parties ne sont pas établies dans des Etats membres contractants, ce qui s'avère tout aussi difficile à comprendre.

## **2] Des parties établies dans des Etats non membres différents.**

Cette règle élargit considérablement le domaine d'application de la convention, car elle peut être appliquée même si aucune des parties n'a son établissement dans un Etat membre. Quand les règles du droit international privé (lex fori) mènent à l'application de la loi d'un Etat contractant, nous pouvons appliquer la CVIM.

L'art .1.1b) de la CVIM prévoit que lorsque « les règles de droit international privé mènent à l'application de la loi d'un Etat contractant », et de fait que la convention édicte des règles matérielles directement applicables dans les ordres juridiques nationaux, celle-ci est donc applicable. Cela fait dépendre l'application de la CVIM de l'autorité saisie. Ainsi il faut savoir si le juge, devant lequel le procès est porté, est celui d'un Etat contractant ou non. Cette règle, telle qu'elle est rédigée ne permet pas au néophyte de comprendre son sens véritable. Il est vrai que la CVIM est une convention technocrate et difficile d'accès dans sa rédaction.

Pour autant, une fois que l'internationalité est vérifiée, il convient de qualifier le contrat international. Pour que la CVIM soit applicable, nous devons avoir à faire à un contrat de vente au sens de la Convention, mais là aussi, de nombreuses complexités se font jour.

### **B) La complexité liée à la détermination du champ d'application matériel.**

La CVIM présente aussi de nombreuses difficultés liées à la détermination de son champ d'application matériel. Il faut certes une internationalité, mais aussi un contrat de vente. Or la CVIM prévoit une certaine définition de ce contrat (1). Aussi, l'application de la CVIM dépend de ce que

prévoient les parties et les Etats contractants, c'est une convention à caractère subsidiaire (2).

### **1] A cause de la vision restrictive du contrat de vente.**

Le contrat de vente de la CVIM n'est pas un contrat d'entreprise. En effet, la convention ne s'applique pas lorsque la fourniture de biens matériels mobiliers est accessoire. Sont ainsi exclus les contrats de prestation de services (contrats de gestion, de formation, d'assistance technique) et les contrats dans lesquels la fourniture de main d'oeuvre ou de services constitue la part prépondérante de l'accord. Aussi, le contrat dans lequel la partie qui commande (acheteur) fournit une part essentielle des éléments nécessaires à la fabrication ou à la production, est exclu du champ d'application de la CVIM.

De plus, certains types de vente sont exclues en raison de procédures (ventes aux enchères, ventes sur saisie...), de l'objet (ventes de navires, aéronefs, de valeurs mobilières, des effets de commerce, de la monnaie, de l'électricité), ou de la finalité (ventes pour un usage personnel, familial ou domestique = la vente au consommateur). Mais la convention s'applique lorsque le professionnel achète à un producteur non professionnel ou non commerçant ou lorsque c'est un particulier qui achète pour l'exercice de sa profession. Or, tout cela est une fois de plus soumis au bon vouloir du juge national qui statue sur l'affaire.

A contrario, l'article 3 définit la vente concernée par la convention de Vienne. Cette convention précise que « sont réputés vendus, les contrats de fourniture de marchandises à fabriquer ou à produire ». C'est donc une vente très particulière qui est concernée. En effet, il n'y a pas dans la convention de Vienne, de dispositions propres au contrat de vente en général. Cela force à relativiser l'apport de la CVIM et même à limiter très largement la portée.

### **2] A cause du caractère subsidiaire de la convention.**

La CVIM est un outil doublement soumis à la volonté des sujets de droit. En effet, nous observons premièrement, que les parties elles-mêmes peuvent exclure ou minimiser les effets de la convention durant leur relation contractuelle. La CVIM s'applique en d'autres termes, à défaut d'une disposition contraire résultant de la volonté des parties, d'un usage, d'une réserve nationale ou d'un accord international. Elle est ainsi mise en compétition avec de nombreuses autres sources du Droit. L'autonomie de la volonté, principe fondateur de notre Droit, autorise que les parties puissent déroger expressément à la convention (selon l'article 6), complètement ou partiellement. La liberté contractuelle permet bien que les parties se soumettent à la CVIM, ou bien qu'elles n'en utilisent que quelques dispositions. Dès lors qu'elle est écartée, il convient qu'elles prévoient elle-même la loi applicable.

Les usages, eux, semblent avoir une priorité sur la convention. Donc, sauf stipulation contraire, les parties sont liées par les usages consentis par elles et ceux qui sont mondialement connus ou observés (l'exemple des INCOTERMS).

De même, nous observons deuxièmement, que pour ménager les susceptibilités -mais certainement pas la complexité de l'outil-, la CVIM a prévu un mécanisme de réserve: « tout Etat peut déclarer, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, qu'il ne sera pas lié par l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article premier de la présente convention ». Par là, un Etat peut exiger que l'on n'applique la CVIM que dans les cas où les deux Etats ont ratifié la CVIM. Si toutes ces possibilités sont mises en oeuvre, c'est alors un vrai casse-tête juridique qui s'offre à nous, cela peut représenter un certain frein au choix d'appliquer cette convention, pourtant censée simplifier les relations juridiques.

Il apparaît que la Convention, avant même d'être choisie et appliquée, peut arriver tronquer sur le « marché de la norme juridique », par les velléités nationales, ou des parties. C'est déjà un outil qui, tel qu'il est rédigé et appliqué peut s'avérer incomplet. Et plus encore, il l'est dans le fond, puisque la CVIM est limitée dans ses dispositions à certaines étapes du contrat de vente.

## **II/ Un outil restreint porteur de notions incompatibles avec le droit interne.**

La Convention de Vienne se présente comme un outil restreint et imparfait. De fait, la CVIM est soumise à des restrictions qui sont source de certaines incompatibilités avec le droit interne (A). Aussi, la volonté d'offrir un outil simplifié a mené à de nombreux silences sur d'importantes considérations contractuelles (B), qui renforce notre impression de trouble face à cet outil.

### **A) Des restrictions à l'origine d'incompatibilités avec le Droit interne.**

La CVIM pose plusieurs problèmes aux juristes français car elle instaure des mécanismes a priori difficilement compatibles avec notre droit interne. En effet, nous pouvons prendre en exemple deux types d'incompatibilités liées à la formation du contrat (1) et à la résolution du contrat (2).

#### **1) Exemple d'incompatibilités liées à la formation du contrat.**

La discussion est vive à propos de l'interprétation de l'article 55 de la Convention de Vienne. Il affirme que le contrat sans prix (influence du droit anglo-saxon: l'open price contract américain) est parfaitement acceptable, le prix étant alors celui du marché dans la branche considérée. Certains auteurs soutiennent que l'art. 55 est inapplicable en France. En effet, aux termes de l'article 1591 du Code civil, le prix de la vente doit être déterminé et désigné par les parties. Ainsi, les parties, au moment de la formation du contrat, doivent s'entendre sur la fixation du prix de vente. La jurisprudence a toujours considéré que le prix devait être soit déterminé, soit déterminable lors de la formation du contrat.

Cela est d'autant plus logique que la vente est et reste, même dans la CVIM, un contrat à titre onéreux. Le prix constitue la contrepartie financière, exprimée sous forme d'une somme d'argent, du transfert de propriété que la vente produit. À ce titre, le prix est une composante essentielle de la vente, d'abord en tant qu'élément nécessaire à sa formation, ensuite en tant qu'objet principal de l'obligation de payer qu'assume l'acheteur. Le prix doit exister dans la vente l'article 1583 du Code civil en fait un élément essentiel de sa formation. Aussi, la détermination du prix en matière de la vente n'a jamais été un sérieux problème. Les juges ont appliqué d'une manière constante les articles 1591 (il faut un prix déterminé), 1592 (par les parties ou par un tiers) et annulent systématiquement les contrats de vente dans lesquels le prix fait défaut. Pour être exacts, disons en réalité qu'un acte qualifié de vente qui ne comporte pas de prix reste valable, en raison de la liberté contractuelle. Mais il sera requalifié en donation. Ainsi une vente sans prix n'est pas nulle mais elle ne correspond plus à une vente. Le prix est donc un élément qui permet de qualifier le contrat de vente. Or, la CVIM vient totalement remettre en cause une telle analyse, et s'inspire d'une conception juridique beaucoup plus souple.

#### **2) Exemple d'incompatibilités liées à la résolution du contrat.**

Nous pouvons noter que la CVIM prévoit qu'une partie au contrat peut déclarer le contrat résolu si le manquement de l'autre partie constitue une contravention essentielle et que la défaillance est manifeste (art. 72). Il s'agit de la mise en place d'une résolution extrajudiciaire. Or, jusqu'à la fin des années 1990, le juge français n'admettait pas un tel procédé. En effet, l'article 1184 prévoit que s'il n'y a pas de clause résolutoire dans le contrat, seul le juge peut déclarer le contrat résolu. Mais la position nouvelle de la Cour de Cassation a remis en cause le principe de la résolution judiciaire dans un arrêt *Tocqueville* (1998) en admettant que « la gravité du comportement d'une partie au contrat peut justifier que l'autre partie y mette fin de façon unilatérale à ses risques et périls ». Cette formule reprise par la suite semble provenir directement de la CVIM et il est regrettable que désormais, nous encourageons les parties à se faire justice elle-même. Il n'apparaît pas que cela soit véritablement avantageux, à termes, pour les parties au contrat. En effet, le contrat n'est pas cet idéal d'équité et ne permet pas que les parties évoluent dans une convergence

d'intérêts. Au contraire, les parties ont des intérêts divergents et il est normal que chacune tente de prendre l'aval sur l'autre. Or, justement, l'intervention du juge dans une situation de résolution du contrat, permet d'éviter la résolution abusive ou déguisée. Il est par ailleurs à craindre qu'une telle aptitude désormais offerte aux parties dans le cadre de la vente internationale de marchandises, ne vienne s'infiltrer par capillarité dans d'autres contrats.

### B) Des restrictions à l'origine du mutisme sur d'importantes considérations contractuelles.

La CVIM reste muette sur d'importantes considérations contractuelles. En effet, même si les rédacteurs ont fait le souhait de simplifier les relations entre les cocontractants, on remarque que de nombreuses techniques que nous jugeons indispensables en droit interne, ne sont pas reprises dans la convention. La CVIM assume certaines impasses (1), mais n'en justifie pas d'autres, qui de fait, soumettent la doctrine à de nombreuses discussions (2).

#### **1] Un mutisme assumé.**

La CVIM précise de façon expresse qu'elle ne traite pas de «la validité du contrat ni (de) celle d'aucune de ses clauses non plus que (de) celle des usages» et «des effets que le contrat peut avoir sur la propriété des marchandises vendues». C'est ce qu'énonce l'article 4 de la CVIM. Or, si ce mutisme est assumé, on ne comprend guère comment la CVIM peut se séparer de questions aussi importantes que celles-ci. En effet, nous savons en droit interne que la validité du contrat est conditionné par son objet, sa cause, la capacité des parties et le consentement des parties (Art. 1134). Doit-on se reporter au droit interne pour traiter les questions relatives à l'objet du contrat? Sachant que certaines choses sont hors du commerce juridique dans quelques pays et pas dans d'autres, comment devons-nous régler de telles considérations lorsque l'un des cocontractants a enfreint sa législation?

Par ailleurs, aucune précision n'est donnée sur la forme du contrat. A priori la CVIM n'exige aucun formalisme particulier, mais dès lors, comment le juge national peut-il trancher un litige entre deux contractants lorsque les preuves font défaut?

Concernant les effets du contrat, en réalité, la CVIM semble les évoquer mais de façon plus simplifiée et succincte. En effet, elle retient différentes obligations pour le vendeur et l'acheteur, que l'on peut qualifier d'effets du contrat de vente. Cela dit, il apparaît que ces obligations sont simplifiées.

#### **2] Un mutisme injustifié.**

Il est frappant de constater que la CVIM reste muette sur d'importantes considérations, sans n'en donner aucune justification. Ainsi, par exemple, il est assez dommageable que la CVIM ne prenne aucunement position sur les clauses d'exclusion de responsabilité. En effet, dès lors que la CVIM ne se prononce pas sur la validité du contrat, elle évite soigneusement cette question épineuse. Mais dès lors, deux écoles s'opposent. Certains considèrent que ce silence vaut acceptation des clauses exclusives de responsabilité (Christian Mouly, 1991, Recueil Dalloz), et d'autres pensent que ce silence ne vaut pas validation de telles clauses. On perçoit bien qu'un tel mutisme est source de trouble, notamment pour les juges nationaux. En droit interne, il faut nuancer la situation: ces clauses sont parfaitement licites au nom du principe de l'autonomie de la volonté. Mais il existe des exceptions à ce principe de validité des clauses exclusives ou exonératoires : on considère qu'elles seront nulles si l'inexécution du débiteur est due à une faute lourde ou à un dol.

La jurisprudence énonce que la clause limitative de responsabilité ou exonératoire de responsabilité ne peut porter sur une obligation essentielle du contrat dans la mesure où elle dénature ce dernier. C'est ainsi que dans un contrat de vente, le vendeur ne peut être dispensé de la livraison de la chose vendue. Or, en l'absence de davantage de précisions dans la CVIM, on ne peut guère prendre position sur la validité de ces clauses en application de la convention.